

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les liens de la France et de l'Union européenne avec l'OTAN, l'envoi de militaires français supplémentaires en Afghanistan et sur l'élargissement de l'Alliance atlantique à des pays de l'Est européen, à Bucarest le 3 avril 2008.

Monsieur le Secrétaire général, Chers Collègues,

Je voudrais tout d'abord remercier mon ami Trajan Basescu pour son hospitalité. Il sait combien la Roumanie est chère au cœur des Français. La tenue de ce sommet, ici à Bucarest, est un symbole du nouveau visage de notre continent européen, libéré des divisions du passé.

C'est la première fois que j'ai l'honneur de m'exprimer devant le Conseil atlantique. Je sais que les relations de la France avec le Conseil atlantique n'ont pas toujours été apaisées. Beaucoup disaient que la France préconisait pour les autres ce qu'elle n'appliquait pas elle-même. Je voudrais clarifier cela et prendre mes responsabilités. L'effort de défense de la France, ne baissera pas quelles que soient les difficultés budgétaires. Dans le monde d'aujourd'hui, baisser notre effort serait irresponsable.

L'Alliance atlantique, c'est notre alliance : la France est l'un de ses membres fondateurs et l'un de ses principaux contributeurs.

Je voudrais remercier le président Bush pour ce qu'il a dit. Nous avons besoin de l'OTAN et d'une Défense européenne. Nous avons besoin des Etats-Unis et les Etats-Unis ont besoin d'alliés forts. Cela ouvre la porte pour la France à une rénovation forte de ses relations avec l'OTAN. Je ne le dis pas ici avant de le dire chez moi. J'ai affronté les débats chez moi pour venir le dire ici. Nous avons les mêmes valeurs, nous sommes des amis.

Sur l'Afghanistan, il est essentiel que nous gagnions. Mais il y a un déficit de communication dans tous nos pays. Il n'est pas normal que lorsque l'on se bat contre les Taliban et Al Qaïda, on perde la bataille de la communication. Il n'y aura de reconstruction et de paix en Afghanistan que si l'effort militaire est inscrit dans la durée. C'est pourquoi la France a pris la décision d'envoyer un bataillon supplémentaire dans l'est. Et la France prendra aussi le commandement de la région Centre à compter de cet été.

Nous devons gagner. Nous sommes engagés pour longtemps jusqu'à la victoire. Il n'y a pas d'autre solution.

C'est dans cet esprit que je vous fais, en accord avec mon amie Angela Merkel, la proposition de tenir en 2009 le sommet du 60ème anniversaire à Kehl et Strasbourg, deux villes situées de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Ce sera le symbole de l'amitié franco-allemande, de la réconciliation européenne et du partenariat transatlantique. Cela viendrait conclure le processus de rénovation de la relation de la France avec l'OTAN.

Chers Collègues,

C'est avec joie que la France accueille aujourd'hui dans l'Alliance la Croatie et l'Albanie. Nous espérons tous qu'une solution pourra être trouvée pour l'ARYM mais nous sommes aux cotes de

nos, alliés grecs. Quand on veut rentrer dans l'OTAN, il faut faire un minimum d'efforts. Sur la Géorgie et l'Ukraine, nous n'acceptons pas de droit de veto de qui que ce soit. Ces deux pays ont vocation à rentrer dans l'OTAN. Mais qu'on accepte au moins de débattre de la date et des modalités. J'ai beaucoup apprécié l'intervention hier soir de Jean-Claude Jüncker quand il a dit : "nous n'avons pas peur de Poutine, comme nous l'avons déjà montré quand il s'est agi d'accueillir les autres pays de l'est de l'Europe". Mais nous voulons vérifier qu'ils sont prêts politiquement. C'est une question de date, de calendrier. N'en faisons pas un problème politique. Ces pays ont vocation à intégrer l'OTAN.

Comme en Afghanistan, l'Alliance et l'Union européenne sont engagées ensemble au Kosovo. Le Kosovo, c'est un succès de l'OTAN et de l'Europe. On ne le dit pas assez. Cela valait la peine d'attendre quatre mois. Tendons aussi la main à la Serbie. Nous en avons besoin pour stabiliser la région.

Chers Collègues,

Demain, nous allons recevoir Vladimir Poutine. Parlons-lui franchement. Il le fait quand il a des problèmes y compris pour évoquer ses intérêts. Nous devons faire de même. Mais l'offre qu'il a faite de coopération pour le transit de la FIAS (Force internationale d'assistance et de sécurité) est un signal de bonne volonté.

Je voudrais aborder la défense anti-missiles. S'agissant de la prolifération balistique, c'est un fait, la menace est croissante. Certains d'entre nous se préparent à y répondre par une capacité de défenses anti-missiles. Pour la France, une telle capacité peut apporter un complément utile face à une frappe limitée, mais elle ne pourra jamais suffire à préserver nos intérêts vitaux. La garantie ultime de notre sécurité repose sur la dissuasion nucléaire. Nous en avons parlé avec le Royaume-Uni. Nous reconnaissons que l'initiative prise par les Etats-Unis et d'autres est utile. La France y participera avec pragmatisme. Voyons comment cela va évoluer.

Chers Collègues,

Ce sommet est extrêmement important. Il permet de conforter l'Alliance et de renforcer l'Europe de la défense. Je voudrais de nouveau remercier le président Bush pour ce qu'il a dit. Cela est sans précédent. Mieux vaut avoir des amis forts. La France répondra à cette ouverture.

Je vous remercie.